

FRANÇOIS TATTI

«Le Syvadec n'est qu'un outil technique»

Le 15 juillet, Ségolène Royal, ministre de l'environnement sera en Haute Corse pour la création du Parc Marin du Cap-Corse, l'inauguration du rail maritime mais également pour faire un point sur le dossier de la gestion des déchets puis la signature d'une convention «Territoire zéro déchet, zéro gaspillage».

Reste que nos poubelles font régulièrement la Une de l'actualité, et qu'elles jonchent encore les trottoirs que les critiques, sur leur mode de gestion se multiplient.

Nous avons demandé à François Tatti, président du Syvadec, son analyse de la situation et les solutions envisagées

« J'ai demandé au plus vite une réunion avec la CTC et l'État. J'attends. »

Quelle est exactement le rôle du Syvadec dans la gestion des déchets ?

Le sigle Syvadec signifie « Syndicat Mixte pour la Valorisation des Déchets de Corse ». Il a, comme son nom l'indique, vocation à assurer la valorisation des déchets de l'île. Et il faut être clair concernant les missions de chacun: ce sont les communes et les intercommunalités qui ont la compétence de la collecte et du tri; elles sont donc responsables des taux de tri. La CTC quant à elle définit la politique de gestion des déchets, et l'Etat est en charge des politiques environnementales nationales, de la réglementation.

Pour notre part, nous ne sommes qu'un outil technique créé mi-2007 et qui n'a été opérationnel qu'au 1^{er} janvier 2008. Nous sommes chargés de mettre en œuvre les politiques décidées par la CTC dans le respect des règlements sanitaires et environnementaux.

On a oublié ce qu'était la Corse avant la création du Syvadec. On a oublié poubelles déversées dans les ravins, les décharges sauvages qui de temps en temps brûlaient, les communes qui traitaient les choses comme elles pouvaient.

Depuis qu'il existe, le Syvadec a créé 15 déchetteries, 2 centres de stockage (Vico et Viggianello), installé 9 quais de transfert et un centre de regroupement des déchets triés. Nous avons organisé les filières de tri: carton, bois, déchets électriques et électroniques, déchets spéciaux, lampes, piles, métaux, meubles, végétaux, emballages, papier, verre et bientôt cartouches d'encre...

Pourquoi nous trouvons-nous encore face à de telles difficultés et peut-être à l'orée d'une nouvelle crise ?

Parce qu'il faut du temps pour organiser la gestion et le traitement des déchets. A ce jour, pour les 288 communes adhérentes, 40 000 tonnes de déchets sont recyclées, soit 20% du volume total.

Bien entendu, ce n'est pas suffisant. Nous avons, à la création du Syvadec, espéré au moins atteindre 50%. Alors, dans la mesure de nos compétences, nous nous appliquons à augmenter le volume trié. Nous avons par exemple réorganisé la filière textile: les bornes ont été changées. Nous avons récolté 412 tonnes en 2015, nous espérons monter jusqu'à 700. Notre prochain objectif c'est le traitement des bio-déchets, ces fameux fermentescibles dont les odeurs gênent les riverains des sites d'enfouissement.

Nous nous adressons maintenant aux professionnels, qui sont les plus gros pourvoyeurs. La Communauté de Communes Calvi Balagne a lancé une collecte au porte à porte auprès des restaurateurs, des campings, des structures hôtelières, etc. Elle prévoit de collecter 340 tonnes de bio-déchets au cours de la saison estivale. La communauté de communes du Centre Corse a elle aussi mis en place une collecte. La Communauté d'agglomération bastiaise (CAB) s'engage dans la procédure.

Y a-t-il suffisamment de structures permettant de traiter et composter ces bio-déchets ?

Bien sûr que non. Pas plus que nous n'avons suffisamment de centres d'enfouissement! Il existe actuellement des unités de compostage à Aghjone, Vico, Ajaccio, Corte... mais il faut en développer d'autres. Ce sont des systèmes permettant de réduire rapidement les bio-déchets en compost par traitement électromécanique. Quant aux particuliers, 10 000 composteurs ont déjà été distribués, 5 000 seront disponibles dans les jours prochains et 20 000 supplémentaires seront commandés. Tout ce travail porte ses fruits, la proportion de bio-déchets diminue dans les apports. Mais il reste et restera toujours des déchets à enfouir. C'est la raison pour laquelle nous devons construire des centres de stockage. Je ne suis pas opposé à la création de centres privés, mais je considère que le Syvadec doit maîtriser la plus grande partie des installations. Ce sera une garantie de qualité mais aussi de stabilité des prix.

Disposez-vous de financements suffisants pour la réalisation de tous ces travaux ?

Ce sont des actions qui sont bénéfiques aux individus comme à l'environnement pour lesquelles les financements existent. De plus nous avons été sélectionnés dans le cadre de l'appel à projet «Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage» (TZDZG). Nous signerons la convention avec Mme Royal, la ministre de l'Environnement. Ce programme labellise des collectivités impliquées la réduction des déchets. Il va nous apporter 300 000 € sur trois ans et permettre de poursuivre les actions engagées: une aide pour financer 4 emplois de chargés de mission, la sensibilisation des scolaires (18 établissements ont été labellisés Eco Scola en 2016 et nous souhaitons étendre ce dispositif à toutes les écoles de Corse), puis bien entendu le compostage. D'autant que nous avons établi un marché de valorisation des bio-déchets encourageant le développement d'une économie circulaire.

Reste que pour le moment, dans les rues de certaines villes, notamment Ajaccio, la collecte des ordures ménagères ne se fait pas...

Il ne s'agit pas, dans le cas présent, d'une crise des déchets. C'est la conséquence du blocage irrationnel et politicien de notre centre de Vico par des riverains. Nous avons négocié un nouveau protocole, un moratoire plus long, rien n'y fait. Ma seule arme, c'est la négociation. Pour sortir de cette situation et libérer l'accès au centre j'ai demandé au plus vite une réunion avec la CTC et l'Etat. J'attends.

Envisagez-vous pour l'été une évacuation des déchets vers le continent malgré les surcoûts que ça implique ?

Pour le moment, je n'en sais rien. L'évacuation sur le continent dépendra notamment des blocages. ■ *Propos recueillis par Claire GIUDICI*

